



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RN 124 – Gimont l'Isle Jourdain

Travaux de fouilles archéologiques

NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT



RN 124 – Gimont l'Isle Jourdain

Travaux de fouilles archéologiques

DREAL Occitanie – Direction transports – Division maîtrise d'ouvrage des routes nationales

Notice de respect de l'environnement

VERSION	DESCRIPTION	ÉTABLI(E) PAR	APPROUVÉ(E) PAR	DATE
0	Etablissement du document	Nathalie CAZES Savannah LE BARS Alex GOLFIER	Emilie POVEDA	Avril 2023

ARTELIA
Villes & Territoires – 15 allée de Bellefontaine – BP 70644 – 31106 TOULOUSE CEDEX 1 – TEL : 05 62 88 77 00

ARTELIA

SOMMAIRE

OBJET DU DOCUMENT	1
A. REFERENCES REGLEMENTAIRES	2
1. RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION	3
2. RÉGLEMENTATION APPLICABLE SUR TOUS LES CHANTIERS ...	3
3. AUTORISATIONS RÉGLEMENTAIRES.....	3
B. ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	7
1. BIODIVERSITÉ, ESPACES, HABITATS ET ESPÈCES PROTÉGÉS ...	8
2. COURS D'EAU ET ZONES HUMIDES	8
3. RISQUES NATURELS.....	9
4. ENJEUX SPÉCIFIQUES À DES FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES SUR LA PARCELLE ZB17 ISSUS DES DOSSIERS RÉGLEMENTAIRES ...	9
C. PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES.....	12
1. MESURES DE PRÉVENTION	13
1.1. Formation du personnel	13
1.2. Installations de chantier	13
1.3. Circulation de chantier	14
2. MESURES DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT	14
3. PROCÉDURE DE MISE EN ŒUVRE DES TRAVAUX SELON LE RESPECT DES MILIEUX AQUATIQUES, NATURELS ET HUMAINS 15	
3.1. Espaces sensibles	15
3.2. Espèces exotiques envahissantes	16

3.3.	Espèces protégées	17
3.4.	Limitation des nuisances	17
3.4.1.	Eclairage	17
3.4.2.	Bruit.....	18
3.4.3.	Poussières	18
3.4.4.	Odeurs	18
3.4.5.	Déchets.....	19
4.	REMISE EN ÉTAT.....	19
4.1.	Remise en état du site et des aires de stockage	19

OBJET DU DOCUMENT

Le présent document constitue la Notice de Respect de l'Environnement (NRE) pour les travaux de fouilles archéologiques de la parcelle ZB17p (7000m²) sur la commune de Giscaro, en vue du projet d'aménagement à 2x2 voies de la RN 124 entre Gimont et L'Isle-Jourdain sur les communes de Gimont, Giscaro, Monferran-Savès et L'Isle-Jourdain sur deux sites.

La NRE fixe, d'une part les actions systématiques que doit mener le titulaire pour assurer l'intégration environnementale de son chantier et maîtriser les risques et d'autre part, identifie les sites où des mesures spécifiques doivent s'appliquer, et ce dans l'objectif d'obtenir un chantier respectueux de l'environnement et conforme aux dossiers réglementaires.

Il s'agit d'un document à **valeur contractuelle** qui impose au Titulaire la responsabilité du chantier en matière environnementale. Elle ne le dispense en aucun cas d'appliquer la réglementation en vigueur au moment du chantier.

L'entreprise devra expliciter dans son offre comment elle compte y répondre.



A. REFERENCES REGLEMENTAIRES

Dans le cadre du projet d'aménagement à 2x2 voies de la RN 124 entre Gimont et L'Isle-Jourdain, l'importance que le Maître d'Ouvrage attache à la prise en compte de l'environnement le conduit à vouloir contractualiser les mesures qui s'y rattachent.

Tout chantier génère des nuisances sur l'environnement proche. L'enjeu d'un chantier respectueux de l'environnement est de limiter ces nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement pour une meilleure acceptabilité des travaux.

La présente notice de respect de l'environnement attire l'attention du titulaire sur les nuisances liées à l'exécution des travaux, compte tenu de la sensibilité des sites concernés et formulent les principales dispositions et exigences qui doivent être respectées dans la conduite du chantier.

1. RESPECT DE LA REGLEMENTATION

Le Titulaire est tenu de respecter les mesures de protection de l'environnement dictées par tout texte de loi en vigueur au moment des travaux ou qui le deviendrait pendant le déroulement du chantier, y compris les arrêtés départementaux ou locaux, ainsi que les arrêtés obtenus par la DREAL pour le projet.

Les mesures environnementales présentées dans le cadre du présent document complètent les prescriptions réglementaires et ne s'y substituent en aucun cas. Ainsi, les dossiers réglementaires réalisés dans le cadre du projet, et notamment le dossier de déclaration d'utilité public, le dossier d'autorisation environnementale et les arrêtés préfectoraux en découlant prévalent sur la NRE. Le Titulaire se doit donc de prendre connaissance de ces documents.

2. REGLEMENTATION APPLICABLE SUR TOUS LES CHANTIERS

L'ensemble des installations, actions, procédés et documents de référence mis en œuvre pendant le chantier doit respecter les réglementations en vigueur liées à l'environnement (en particulier le Code de l'Environnement mais pas seulement), notamment mais non exclusivement sur les thématiques suivantes :

- Eau,
- Air,
- Bruit,
- Protection de la nature,
- Déchets,
- Installations classées pour la protection de l'environnement,
- Archéologie,
- Paysage,
- Terres excavées et pollution du sous-sol....

3. AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

Le Titulaire doit prendre également en compte les prescriptions détaillées dans les différentes autorisations obtenues ou à prévoir citées ci-dessous, et doit appliquer les prescriptions propres à la réalisation des travaux définies dans les autorisations et les différents documents ayant servi de base aux préconisations énoncées dans le présent document, à savoir :

- La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) ;
- Le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique ;

- Le décret n°2019-731 du 12 juillet 2019 prorogent les effets du décret du 3 août 1999 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement à 2x2 voies de la RN124 entre Auch-Est et Aubiet-Ouest, entre Aubiet-Est et L'Isle-Jourdain et entre Pujaudran-Est dans le département du Gers et la RD65 dans le département de la Haute-Garonne et ceux du décret du 27 juillet 2009 prorogeant, jusqu'au 5 août 2019, les effets du décret du 3 août 1999.
- La DUP date de 1999 et sa validité ont été prorogées par le décret du 12 juillet 2019 jusqu'au 5 août 2024.
- Le Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale, Pièce G0 – Etude d'impact initiale, en date de mars 2021 ;
- Le Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale, Pièce G1 – Actualisation de l'étude d'impact sur le volet EAU, en date de septembre 2021 ;
- Le Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale, Pièce G2 – Actualisation de l'étude d'impact sur le volet MILIEU NATUREL, en date de septembre 2021 ;
- Le Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale, Pièce G3 – Eléments d'études actualisés relatifs aux impacts du projet ;
- Le Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale, Pièce I – Dossier de demande de dérogation « Espèces protégées », en date de septembre 2021 ;
- Avis délibéré de l'Autorité environnementale sur l'aménagement à deux fois deux voies de la route nationale 124 entre Gimont et L'Isle-Jourdain (32) du 9 décembre 2021 ;
- ***L'arrêté préfectoral du 11 avril 2022 (en annexe du CCAP) porte autorisation environnementale au titre de l'article R181-41 du Code de l'environnement pour les rubriques 2.1.5.0, 3.1.1.0, 3.1.2.0, 3.1.3.0, 3.1.5.0, 3.2.2.0 et 3.3.1.0.***
Le même arrêté accorde, sous réserve de la bonne mise en œuvre de l'ensemble des mesures environnementales, une dérogation aux interdictions pourtant sur 4 espèces de flore protégées et 99 espèces de faune protégées.

Ainsi, le maître d'ouvrage est engagé dans une démarche pour le respect de la réglementation environnementale et la prévention des pollutions et met en place un management environnemental de chantier.

Dans le cadre des procédures réglementaires applicables au maître d'ouvrage, (notamment DUP et Autorisation environnementale) la réalisation des travaux est autorisée sous réserve par l'entreprise de respecter les arrêtés préfectoraux associés et les engagements pris dans les dossiers.

Des objectifs de protection de l'environnement sont fixés au travers de la présente Notice de Respect de l'Environnement (NRE) intégrée au marché des entreprises en charge des travaux sur la décharge.

Ces objectifs concernent la prévention des pollutions du sol et des eaux, l'assainissement provisoire de chantier, l'organisation du chantier en fonction de la sensibilité des espèces animales présentes, la protection des espèces et habitats (mise en défens), la lutte contre les espèces invasives, la limitation du bruit et des poussières des travaux, la remise en état des sites après travaux...

Ces objectifs seront traduits par les entreprises en dispositions opérationnelles d'organisation et de contrôle notamment dans le cadre du Plan de Respect de l'Environnement (PRE).

L'entrepreneur retenu par le maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux s'engagera ainsi à mettre en œuvre les méthodes, moyens et contrôles nécessaires pour respecter les exigences du maître d'ouvrage en matière d'environnement.

Le tableau ci-après récapitule par thématique l'ensemble des mesures environnementales en phase travaux, en spécifiant le type de mesure (E : Evitement ; R : Réduction ; A : Accompagnement).

Thématique	Type de mesure	Intitulé de la mesure
MILIEU PHYSIQUE		
Topographie, sols et géologie	R	Réemploi des matériaux excédentaires pour les modelés paysagers
	R	Mise en place d'un réseau d'assainissement provisoire pour éviter la pollution des sols
Eaux souterraines	R	Mise en place d'un réseau d'assainissement provisoire
	R	Rédaction d'une Notice de Respect des Entreprises avec consignes strictes
	R	Etablissement d'un schéma d'intervention en cas de pollution accidentelle
	R	Suivi du niveau des nappes souterraines via sondages piézométriques
Eaux superficielles	E	Mise en place d'une zone de protection pour les engins de chantier autour des cours d'eau et zones humides
	E	Suivi météorologique afin d'anticiper les incidents météorologiques et les risques d'inondation
	E	Choix judicieux des installations de chantier et des zones de stockage en dehors des zones inondables
	R	Rédaction d'une Notice de Respect des Entreprises avec consignes strictes
	R	Etablissement d'un schéma d'intervention en cas de pollution accidentelle
	R	Mise en place d'un réseau d'assainissement provisoire
	R	Réalisation des travaux de construction d'ouvrages de transparence hydraulique en période d'étiage
	R	Maintien des écoulements naturels
	R	Adaptation du phasage du chantier, ensemencement des emprises et arrosage des pistes pour lutter contre la pollution au MES
Zones humides	R	Adaptation du calendrier des travaux vis-à-vis des enjeux écologiques associés aux zones humides
	R	Réduction de l'impact sur les zones humides impactées de manière temporaire (dispositifs plats bords, adaptation des engins et des circulations)

MILIEU NATUREL		
Ensemble du milieu naturel (habitats naturels, flore, zones humides et faune)	E	Balisage et mise en défens des zones écologiquement sensibles
	E	Localisation des zones d'installation de chantier et zones de stockage des véhicules et engins en dehors des zones naturelles sensibles
	R	Réduction de l'impact sur les zones humides impactées de manière temporaire
	R	Réduction du risque de pollution dans le milieu naturel par la mise en place de procédures spécifiques en phase chantier
	R	Tri des terres pour favoriser la reprise de la végétation
	R	Remise en état des emprises travaux après le chantier
	R	Ensemencement adapté des accotements pour éviter les pollutions génétiques et les risques d'introduction d'espèces invasives
	A	Assistance environnementale en phase chantier par un écologue à compétences naturalistes
	A	Cahier des charges environnement et choix des entreprises

Thématique	Type de mesure	Intitulé de la mesure
Habitats naturels et Flore	R	Éviter l'introduction et la dissémination d'espèces exotiques à caractère envahissant
	A	Aménagement et gestion écologique des espaces verts et interstitiels
	A	Translocation de Jacinthe de Rome
	A	Translocation de Scirpe à une écaille
	A	Translocation Trèfle maritime
Faune	R	Adaptation du calendrier des travaux vis-à-vis des enjeux écologiques
	R	Diminution de l'attractivité des milieux par réalisation d'une fauche et d'un labour des parcelles agricoles (cultures et prairies) en-dehors des périodes sensibles pour la faune
	R	Marquage des arbres à cavités – abattage spécifique doux
	R	Conservation d'une partie des vieux arbres au sol – création d'hibernaculums
	R	Aménagements de passages pour la faune
	R	Aménagements des abords d'ouvrages de rétablissement pour la faune afin de diriger les déplacements de la faune et des chiroptères
	R	Limitation des destructions de petite faune en phase travaux : mise en place de barrières semi-perméables
	R	Optimisation de l'éclairage nocturne
	R	Précautions associées à la démolition de bâtis - gîte potentiel à chiroptères et oiseaux nocturnes- en période adaptée pour ces espèces

Mesures issues des autorisations propres à l'entreprise

Par ailleurs l'attention de l'entreprise est attirée sur le fait qu'elle garde l'entière responsabilité de l'obtention des autorisations, enregistrements, ou déclarations pour ses installations temporaires en propres, notamment vis à vis de la réglementation Loi sur l'eau en cas de nécessité de mise en place d'un système de pompage pour assécher les fonds de fouille (déclaration potentielle en fonction des débits pompés et restitués au milieu) mais aussi pour les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (site de stockage, ateliers et produits dangereux...).

Les récépissés de déclaration, ou arrêté d'autorisations seront transmis au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage avant mise en service de l'installation.



B. ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Le projet de déviation de la RN124 entre Gimont et l'Isle-Jourdain s'inscrit dans le cadre de l'opération d'aménagement de la RN124 entre Auch et la RD 65 à l'ouest de Toulouse. Il consiste en l'aménagement à 2x2 voies de la RN124 sur la section entre Gimont et l'Isle Jourdain dans le Gers (32) en lui conférant le statut de route express.

Le tracé de la future 2x2 voies entre Gimont et l'Isle Jourdain s'étend sur environ 13 km parallèlement à l'actuelle RN124. Il se raccorde à l'Ouest à la déviation de Gimont en cours de réalisation et à l'Est à la déviation de l'Isle Jourdain existante.

Le parti pris d'aménagement de la route express consiste essentiellement en un tracé neuf, parallèle au tracé actuel de la RN124.

Les principaux enjeux environnementaux du projet sont :

- la préservation de la biodiversité ;
- la gestion qualitative et quantitative de l'eau et la préservation des zones humides ;
- la prévention des nuisances sonores ;
- l'impact sur l'urbanisation.

1. BIODIVERSITE, ESPACES, HABITATS ET ESPECES PROTEGES

Aucun zonage réglementaire n'est présent dans un rayon de 5 km autour de la zone de projet. 5 ZNIEFF sont présentes dans ce même rayon dont une qui intercepte l'aire d'étude à l'est (zones humides de la Save).

L'aire d'étude rapprochée est majoritairement composée de milieux agricoles au sein desquels les cultures intensives dominent. Vingt-huit habitats naturels ont été décrits dont **un présentant un enjeu fort**.

407 espèces végétales ont été recensées, dont **5 espèces sont protégées (Nigelle de France, Jacinthe de Rome, Scirpe à une écaille, Trèfle écailleux et Véronique scutellaire)** et vingt-huit sont patrimoniales.

Concernant les Insectes, 128 espèces ont été recensées, dont **5 sont protégées : l'Agrion de Mercure, l'Azuré du serpolet, le Cuivré des marais, la Cordulie à corps fin et le Grand Capricorne**. 17 espèces peuvent être considérées comme patrimoniales.

Concernant les Amphibiens, dix espèces ont été recensées au sein de l'aire d'étude rapprochée, elles sont **toutes protégées** dont 1 est particulièrement patrimoniale et présente un enjeu fort (Triton marbré).

Concernant les Reptiles, cinq espèces sont recensées sur l'aire d'étude, elles sont **toutes protégées**.

Concernant les Oiseaux, 83 espèces ont été recensées à différentes périodes de prospections. **62 d'entre elles sont protégées**. Parmi ces espèces, 65 sont nicheuses sur l'aire d'étude, dont 49 protégées (4 cortèges différenciés). 20 espèces présentent des enjeux dont **deux espèces à enjeux forts** (Chevêche d'Athéna, Héron cendré).

Concernant les mammifères terrestres, 16 espèces ont été recensées, la plupart assez communes à très communes. **4 espèces sont protégées dont une à enjeu écologique fort (Campagnol amphibie)**.

Concernant les chiroptères, la diversité globale est modérée sur le site, avec au moins 17 espèces contactées avec certitude, dont 13 sont assez régulières et atteignent des niveaux d'activité soulignant une certaine abondance. L'ensemble de **ces espèces sont protégées** et une présente un enjeu fort (Murin de Bechstein).

2. COURS D'EAU ET ZONES HUMIDES

Le tracé du projet entre en interaction avec les cours d'eau suivants :

- le ruisseau « En Pagane », un affluent de la Marcaoue au niveau de l'extrémité Ouest du projet ;

- les ruisseaux de la Passade et d'En Bon/Guerrère entre les lieux-dits la Guérite et la Bourdette ;
- le ruisseau du Gay à l'extrémité Est du projet.

Plusieurs hectares de zones humides ont pu être caractérisés sur le tracé du projet et dans son environnement proche. Ces zones humides se concentrent essentiellement au niveau de points bas topographiques, à proximité des écoulements (fossés, ruisseaux), des points d'eau stagnante (étangs, mares, ...). On note également la présence à l'Est du projet, de la zone humide de la Save, associée à la plaine d'inondation de la Save.

La préservation des fonctionnalités de ces milieux est un enjeu majeur du projet dans son ensemble.

3. RISQUES NATURELS

Les communes du projet sont exposées aux risques naturels suivants :

- risque d'inondation ;
- risque de mouvement de terrain (affaissement, effondrement, éboulement, glissement de terrain, retrait et gonflement des argiles, etc.) ;
- risque sismique.

Les communes ont été concernées par d'importantes crues pluviales en 1977, en 1993 et en 2000. Aussi, plusieurs PPRI sont en vigueur sur le tracé du projet. Outre la Save à l'Est et la Marcaoue à l'Ouest, et dans une moindre mesure le ruisseau du Gay, dont les plaines inondables vont bien au-delà de leurs lits respectifs, le risque de débordement des cours d'eau considérés est limité et circonscrit aux abords immédiats des ruisseaux.

Le principal aléa inondation du secteur de projet concerne ainsi la vallée alluviale de la Save à l'Est.

4. ENJEUX SPECIFIQUES A DES FOUILLES ARCHEOLOGIQUES SUR LA PARCELLE ZB17 ISSUS DES DOSSIERS REGLEMENTAIRES

La réalisation de fouille archéologiques sur ces parcelles pourrait engendrer des impacts au niveau des sols ou des accès aux parcelles.

Les éléments des dossiers réglementaires indiquent que ces parcelles sont des cultures bordées de haies fragmentaires à proximité immédiate de la RN actuelle.

Au sud de cette zone se trouvent aussi le ruisseau de la Passade et une zone humide qui présentent des enjeux élevés. Les pentes sont orientées de la zone d'étude vers le cours d'eau. Ces enjeux sont donc à prendre en compte dans le projet de fouilles.



Figure 1 : Localisation de la parcelle ZB17



Figure 2 – Enjeux écologiques, projet et parcelle ZB17



C. PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES

1. MESURES DE PREVENTION

1.1. FORMATION DU PERSONNEL

Référence dossier réglementaire : mesure MA01 - Assistance environnementale en phase chantier par un écologue à compétences naturalistes

Le personnel devra être informé des consignes à respecter lors de la première réunion de chantier, en présence du MOE et de l'assistant environnemental. Les chefs de chantier devront surveiller le bon respect de ces préconisations avec l'aide de l'assistant environnemental si nécessaire.

1.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

Référence dossier réglementaire : mesure ME03 - Localisation des accès chantier, des zones d'installation de chantier et zones de stockage des véhicules et engins en dehors des zones naturelles sensibles

Les zones de stockages et bases vie sont prévues au niveau des zones d'emprises projets ou de parking déjà existant, **en dehors des sites sensibles et zones inondables**. Les aires de chantier proposées par l'entreprise devront être validées par le maître d'œuvre et l'assistant environnemental ainsi que par le maître d'ouvrage.

Les plans d'installation de chantier sont à la charge de l'entreprise.

Des pénalités sont prévues à l'article 4-4.8.2. du CCAP dans la mesure où les entreprises ne respecteraient les prescriptions environnementales.

Référence dossier réglementaire : mesure MR04 - Réduction du risque de pollution dans le milieu naturel par la mise en place de procédures spécifiques en phase chantier

Les rejets directs sont interdits.

- Assainissement de chantier

L'assainissement provisoire de chantier correspondra à l'ensemble des solutions qui seront mises en œuvre pour la collecte, le stockage et les traitements des eaux de ruissellement ainsi que de bassins provisoires ou/et de dispositifs de filtration, régulièrement vérifiés et remplacés.

L'assainissement provisoire du chantier intègre la zone d'intervention, les pistes de chantier et les plateformes d'installations. Il consiste en la réalisation provisoire de dispositifs (fossés, bassins de décantation, dispositifs de filtration et/ou de ralentissement des eaux (filtres à pailles)) limitant les débits des eaux de ruissellement de chantier et les rejets de fines vers le milieu récepteur.

Les dispositifs (bassins) sont dimensionnés à Q2. La charge en MES du milieu récepteur est limitée à 50 mg/l au maximum, hors cas exceptionnels (crues, orages, etc.).

L'assainissement provisoire est maintenu en état durant toute la durée du chantier et est déposé lors de la remise en état de la parcelle.

Un entretien des systèmes de protection des eaux devra être réalisé par les entreprises travaux avec un nettoyage de tous les éléments après chaque période de précipitation si besoin.

1.3. CIRCULATION DE CHANTIER

Référence dossier réglementaire : mesure ME03 - Localisation des accès chantier, des zones d'installation de chantier et zones de stockage des véhicules et engins en dehors des zones naturelles sensibles

Le plan de circulation, fourni par l'entreprise, devra obtenir l'accord de la Maîtrise d'ouvrage, du Maître d'œuvre et de l'assistant environnemental. L'accès aux parcelles devra être réalisé dans un secteur de moindre enjeux écologiques.

La vitesse des engins et véhicules sera limitée sur tout le chantier et ses abords.

2. MESURES DE PREVENTION ET D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT

Référence dossier réglementaire : mesure MR04 - Réduction du risque de pollution dans le milieu naturel par la mise en place de procédures spécifiques en phase chantier

Pour lutter contre les risques de pollutions accidentelles lors des travaux, un certain nombre de mesures devront être prises :

- Les zones de stockage de matériaux devront être implantées sur des aires spécifiques, confinées, éloignées des milieux sensibles afin d'éviter les apports de poussières ou d'eaux de ruissellement susceptibles d'avoir un impact fort sur les espaces périphériques. Elles seront disposées à proximité des voiries et des réseaux existants. Leur emplacement définitif sera validé par le MOE et l'assistant environnemental ;
- Les véhicules et engins de chantier devront justifier d'un contrôle technique récent ;
- Le stockage des huiles et carburants se fera uniquement sur des emplacements réservés, loin de toute zone écologiquement sensible, en particulier de milieux aquatiques. Tous les produits nécessaires pour les travaux (huiles, solvants...) seront biodégradables, dans la mesure du possible. Les substances non naturelles et polluantes (laitance de béton à proscrire par exemple) ne seront pas rejetées dans le milieu naturel et seront retraitées par des filières appropriées. Dans ce but, il pourra être mis en place une filière de récupération des produits/matériaux usagers. En cas de pollution liée au chantier, les terres souillées seront aussi évacuées/retraitées et des analyses seront réalisées pour vérifier l'absence de pollution des sols ;
- Les vidanges, ravitaillements et nettoyages des engins et du matériel se feront dans une zone spécialement définie et aménagée (zone imperméabilisée...) et totalement en dehors des zones à risques ;
- Présence sur le chantier de kits antipollution ;
- L'accès du chantier et des zones de stockage sera interdit au public ;
- Les eaux usées seront traitées avant relâche dans le milieu naturel (y compris sanitaires) via l'implantation de barrages filtrants entre les zones de travaux et le cours d'eau (filtres à pailles, ou à cailloux par exemple) ;
- Les travaux seront réalisés hors des épisodes de forts orages. Afin de limiter les risques liés aux crues et aux inondations, un suivi météorologique attentif sera exécuté pendant la phase travaux afin d'anticiper au maximum les incidents ;
- Une collecte des déchets, avec poubelles et conteneurs, sera mise en place sur l(a)es base(s) vie(s) du chantier. Les entreprises attributaires des travaux sont responsables du tri et de l'évacuation des déchets et emballages générés par le chantier. Les entreprises doivent ainsi s'engager à :
 - Organiser la collecte et le tri des déchets et emballages, en fonction de leur nature et de leur toxicité ;
 - Conditionner hermétiquement ces déchets ;
 - Définir une aire provisoire de stockage quotidien des déchets générés par le chantier en vue de faciliter leur enlèvement ultérieur selon les filières appropriées ;
 - Prendre les dispositions nécessaires contre l'envol des déchets et emballages ;

- Enfin, pour tous les déchets industriels spécifiques (DIS), l'entreprise établira ou fera établir un bordereau de suivi permettant notamment d'identifier le producteur des déchets (en l'occurrence le maître d'ouvrage), le collecteur-transporteur et le destinataire ;
- Les inertes et autres substances ne seront pas rejetées en milieu naturel ;
- Les produits des coupes de végétaux et essouchages ne devront pas être brûlés sur place. Ils devront être exportés et dans la mesure du possible valorisés. Ils devront être exportés dans un endroit où cela ne présente pas de risque. Dans la mesure du possible, on tentera de valoriser ces produits naturels.

Un plan de lutte contre les pollutions accidentelles sera rédigé par l'entreprise sélectionnée.

Pour limiter les impacts d'une éventuelle pollution accidentelle (fuite d'hydrocarbures, déversement accidentel), **un schéma d'intervention de chantier en cas de pollution sera établi par l'entreprise** : identification des personnes et organismes à alerter, moyens immédiatement disponibles pour confiner la pollution (sacs de sable, boudins oléophiles, etc.), catalogue des solutions techniques pour une intervention rapide (curage, nettoyage...) description des mesures de prévention des pollutions d'une pollution accidentelle (entretien des engins, kits anti-pollution...).

En cas de pollution accidentelle, les mesures suivantes seront notamment prises, dans l'ordre :

- stopper le déversement,
- éviter la dispersion de la pollution, notamment vers les eaux superficielles,
- recueillir la pollution déversée avant infiltration,
- décaper les sols pollués et les évacuer en décharge agréée,
- remettre en état le milieu.

Les accidents ou incidents, en rapport avec le projet, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement et aux espèces protégées doivent être déclarés dans les meilleurs délais au préfet et aux mairies concernées.

Un plan d'alerte et d'intervention contre la pollution accidentelle est réalisé par le maître d'ouvrage et intégré au plan départemental. Ce plan précise la liste des organismes à prévenir (gendarmerie, pompiers, ARS,...), les modalités d'intervention ainsi que les dispositions à prendre pour le confinement.

3. PROCEDURE DE MISE EN ŒUVRE DES TRAVAUX SELON LE RESPECT DES MILIEUX AQUATIQUES, NATURELS ET HUMAINS

3.1. ESPACES SENSIBLES

Référence dossier réglementaire : mesure ME02 – balisage et mise en défens des zones écologiquement sensibles

Il s'agit de limiter l'emprise au strict nécessaire et d'interdire la circulation, le stockage ou des dégradations dans les zones sensibles situées hors emprise travaux.

En particulier, afin d'éviter toute dégradation de la qualité des eaux superficielles (et nappes souterraines associées) durant les travaux, les cours d'eau concernés par le projet seront protégés de toute influence du chantier. Une zone de protection sera aménagée et balisée le long de chacune des rives. Elle sera interdite à toutes les personnes du chantier et aux engins (sauf nécessité particulière, sous réserve d'une autorisation de l'autorité compétente).

L'entreprise aura à sa charge le balisage et la protection des zones écologiquement sensibles à proximité de son aire d'intervention, sous la supervision du MOE et de l'assistant environnemental.

Les entreprises doivent prévoir différents types de matériels suivant les localisations, les enjeux (durée de vie des clôtures, faune visée).

L'assistant environnemental contrôlera sur le chantier le bon état de la clôture tout au long des travaux. Il signalera toute dégradation aux entreprises qui auront la charge des réparations. Une vérification visuelle des balisages sera réalisée à minima 1 fois par semaine dans les secteurs pour lesquels les travaux sont en cours. En cas de dégradation, les clôtures devront être remise en état.

Des pénalités sont prévues à l'article 4-4.8.2. du CCAP dans la mesure où les entreprises ne respecteraient les prescriptions environnementales.

Durant les travaux, aucun dépôt ou stockage, même provisoire, de matériaux ou de terre ne devra être réalisé dans les zones de protection des arbres. De même, en aucun cas il ne sera versé dans le milieu ou au pied des arbres des produits polluants (huiles, produits chimiques, aux usées, eaux chargées de résidus de ciments, laitances de béton...). Ces produits doivent être traités et évacués via les filières appropriées.

Toutes les circulations au pied des arbres (à pied, engins, voitures...) sont strictement interdites, dans le respect des protections mises en œuvre.

Des pénalités sont prévues à l'article 4-4.8.2. du CCAP dans la mesure où les entreprises ne respecteraient les prescriptions environnementales.

Référence dossier réglementaire : mesure MR03 - réduction de l'impact sur les zones humides impactées de manière temporaire

De façon générale, les travaux seront réalisés en dehors des périodes trop pluvieuses, ce qui permettra d'éviter un risque élevé d'inondation et un effet érosif.

Cette mesure permettra de réduire les risques de dispersion de polluant.

Il est **strictement interdit** de manœuvrer, de stationner, de réaliser des dépôts ou des stockages de matériels, matériaux ou déchets en dehors des zones prévues à cet effet et validées en amont par la maîtrise d'ouvrage et l'assistant environnemental.

Des pénalités sont prévues à l'article 4-4.8.2. du CCAP dans la mesure où les entreprises ne respecteraient les prescriptions environnementales.

3.2. ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

Référence dossier réglementaire : mesure MR11 - Éviter l'introduction et la dissémination d'espèces exotiques à caractère envahissant

A noter que cette mesure rejoint l'action 12 du plan d'action national pour prévenir l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes (EEE) 2022-2030 paru en mars 2022 : « prendre en compte les EEE dans la construction et l'exploitation des infrastructures linéaires ».

En amont des travaux, la recherche et la matérialisation des stations d'espèces envahissantes (marquage des ligneux / piquetage des espèces herbacées) seront réalisées.

Un plan de gestion des EEE sera établi sur la base de cet inventaire et devra être respecté par les entreprises.

Par ailleurs, les entreprises devront notamment respecter les préconisations suivantes pour la gestion du chantier :

- Nettoyage avant et après travaux de tout matériel entrant en contact avec ces invasives (godets et griffes de pelleteuses, pneus et chenilles des véhicules, outils manuels et bottes ou chaussures du personnel, etc.)

avant leur arrivée sur site, au sein même du site de chantier, entre les zones traitées afin d'éviter de multiplier les problématiques invasives et avant leur sortie du site, pour une autre zone d'intervention, d'entreposage et de stockage ;

- Sensibilisation du personnel responsable du chantier pour identifier les plantes allochtones à caractère invasif ;
- Utilisation de matériaux exempts de propagules pour les pistes de chantier (graines, parties végétatives réitératives...) ; ceux-ci peuvent éventuellement nécessiter un traitement ;
- L'entrée et la sortie des engins doivent être accompagnées d'une modalité de traitement anti-propagation des espèces envahissantes ;
- Interdiction d'utiliser toute terres initialement infestées en dehors des limites du chantier. Les terres remaniées seront utilisées sur site uniquement ;
- Suppression des foyers émergents d'espèces envahissantes selon les recommandations du plan de gestion. Parmi les techniques de lutte, les méthodes chimiques sont interdites.

L'entreprise devra justifier de la qualité des matériaux d'apport s'il en apporte et garantir qu'ils sont exempts de propagules (graines, parties végétatives réitératives...) d'espèces végétales exotiques envahissantes.

Des pénalités sont prévues à l'article 4-4.8.2. du CCAP dans la mesure où les entreprises ne respecteraient les prescriptions environnementales.

3.3. ESPECES PROTEGEES

Référence dossier réglementaire : mesures MR09 - Limitation des destructions de petite faune en phase travaux

Au regard de la période de travaux envisagée qui coïncidera en début d'année avec l'émergence des amphibiens en recherche de sites de ponte, l'entreprise devra être vigilante pour ne pas créer d'habitat attractif dans la zone de travaux. Les barrière anti-amphibiens *mesure ME02 – balisage et mise en défens des zones écologiquement sensibles* devront permettre d'éviter au maximum ce risque.

Aussi la formation d'ornières devra être évitée ou elles devront être rebouchées dans les 24h suivant leur constat afin de ne pas favoriser l'établissement d'espèces animales.

Toute découverte de ponte ou d'individus devra faire l'objet d'un rapport à l'assistant environnemental et les espèces protégées devront être déplacées hors du chantier.

Des pénalités sont prévues à l'article 4-4.8.2. du CCAP dans la mesure où les entreprises ne respecteraient les prescriptions environnementales.

3.4. LIMITATION DES NUISANCES

3.4.1. Eclairage

Référence dossier réglementaire : mesure MR01 et MR16 – Optimisation de l'éclairage nocturne

L'éclairage nocturne du chantier constitue une pollution visuelle nocturne, non seulement pour les riverains mais également pour la faune environnante. Il s'agit également d'une consommation énergétique supplémentaire qui peut être évitée.

Les travaux devront préférentiellement être réalisés de jour conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

3.4.2. Bruit

Le Titulaire se conformera à la réglementation et notamment à :

- Respecter le bruit des infrastructures de transport, et notamment l'élaboration d'un dossier bruit de chantier ;
- Respecter le texte de loi relatif au risque d'exposition des travailleurs au bruit ;
- Respecter les périodes d'autorisation des travaux définis par les arrêtés locaux ;
- Utiliser des engins respectant les réglementations en vigueur en termes de niveau sonore maximal autorisé et d'étiquetage ;
- Mettre en œuvre des mesures dans le but de limiter la nuisance des riverains.

Pour rappel, la réglementation applicable fait référence aux textes suivants :

- Réglementation sur le matériel de chantier ;
- Code de la santé publique ;
- Réglementation relative aux ICPE ;
- Arrêtés locaux.

3.4.3. Poussières

Le Titulaire identifiera dans son PRE les activités susceptibles d'émettre des poussières et prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter leur émission dans l'environnement. L'objectif est de limiter à la source les émissions de poussières. Les mesures suivantes sont systématiquement mises en œuvre :

- En période sèche, utilisation de techniques de brumisation sur les aires de déchargement, de stockage et de reprise sur stock de matériaux et arrosage des pistes circulées ;
- La limitation des reprises sur stock de matériaux ;
- Les stockages de matériaux fins et pulvérulents ont lieu à l'abri du vent ;
- Report des activités très émettrices de poussières par vent > 50 km/h ;
- Lorsque des activités susceptibles d'émettre des poussières de manière importante sont réalisées, des mesures spécifiques sont mises en œuvre pour réduire autant que possible ces émissions (arrosage, brumisation des zones de travaux, équipements particuliers d'aspiration, ...)
- Toute benne, qu'elle soit pour le transport ou pour le stockage devra être bâchée et équipée de dispositif anti-égouttures ;
- Remplissage à 80% maximum des bennes de camion à déblais afin d'éviter tout débordement ;
- La circulation au sein de l'emprise sera réalisée sur des voies carrossables et à vitesse réduite ;
- Nettoyage des voies publiques et de chantier au besoin. Les conditions climatiques et les phases de travaux dicteront la présence des nettoyeuses, un objectif de propreté sera fixé aux entreprises, à elles de prévoir les moyens nécessaires au respect des exigences ;
- Le suivi du respect de la propreté des véhicules de chantier, les engins et matériel roulant doivent quitter les emprises chantier dans un état propre ;
- Respect de la réglementation ICPE par les entreprises pour leurs installations mobiles.

En phase chantier, le Titulaire apportera dans son reporting mensuel les preuves des dispositions prises et leur maintien en état (photographie du chantier, protocole de nettoyage des engins, de nettoyage des chaussées ...).

En cas de manquement aux obligations énoncées, les entreprises acceptent le principe de l'action correctrice immédiate et à leurs frais.

3.4.4. Odeurs

Sans objet.

3.4.5. Déchets

L'article 9 de l'arrêté d'autorisation stipule qu' « il convient de traiter les différents types de déchets [...] afin de limiter la nuisance visuelle, olfactive et le risque de pollution. Chaque type de déchets généré par le chantier est pris en charge par une filière adaptée. Les entreprises de travaux établissent un Plan de Gestion des Déchets (PGD) afin d'identifier les types de déchets produits et d'établir la meilleure valorisation possible. [...] Les déchets inertes et banals sont, autant que faire se peut, recyclés et réutilisés sur site. »

Il s'agira également pour le Titulaire de :

- Respecter les exigences réglementaires d'élimination ou de valorisation (pour les emballages) des déchets ;
- Assurer une traçabilité des déchets, en récupérant les bordereaux de suivi (BSD) conformément à la réglementation pour les déchets concernés, ou toute autre disposition similaire permettant de justifier le devenir du déchet. Un BSD doit être établi pour chaque benne sortant du chantier. Le Titulaire devra transmettre au maître d'œuvre et d'ouvrage le registre d'évacuation des bennes, document réglementaire transmis par le prestataire de déchets.

Le Titulaire devra :

- Récupérer tous les bordereaux de suivi ou de transport de tous les déchets dangereux et non dangereux, les dématérialiser par scan à minima, y compris signatures, et référencement bordereau par bordereau par la codification unique du dit bordereau ;
- Créer et suivre les registres de déchets ;
- Réaliser un tableau récapitulatif, mensuel, global et par type de déchets, des quantitatifs et taux de valorisation matière et énergétique.

Une réflexion sur le positionnement et la place occupée par les bennes/contenants tout au long du chantier devra être menée, et une signalétique claire à proximité des zones de collecte et de tri devra être mise en œuvre.

Les bordereaux de suivis de déchets seront transmis au maître d'Œuvre et Maître d'Ouvrage. Une différenciation devra être précisée entre la valorisation matière et la valorisation énergétique (de façon à répondre aux objectifs de valorisation réglementaires), ainsi que la valorisation matériaux au sens du présent contrat.

4. REMISE EN ETAT

Référence dossier réglementaire : mesure MR13 - Remise en état des emprises travaux

4.1. REMISE EN ETAT DU SITE ET DES AIRES DE STOCKAGE

Les surfaces concernées seront remises en état pour un usage de chantier. Ceci consistera en un nettoyage minutieux (macro-déchets...), au retrait de la couche superficielle du sol si elle est exogène (matériaux ayant servi aux remblaiements, matériaux de stabilisation des pistes...), puis en un décompactage (passage d'une herse...) et suppression des ornières.

Il s'agit de minimiser l'attractivité du milieu pour les espèces à enjeux et d'éviter une colonisation par les espèces exotiques envahissantes sur les espaces libérés, en vue d'une réutilisation éventuelle dans le cadre du chantier.